

 <p>Accord sur la Conservation des Albatros et des Pétrels</p>	<p><b>Neuvième Réunion du Comité consultatif</b> <i>La Serena, Chili, 9 - 13 mai 2016</i></p> <p><b>Résultats de la RdP5 présentant un intérêt pour le programme de travail du Comité consultatif</b></p> <p><b><i>Secrétariat, Président par intérim du CC</i></b></p>
---	---

## RÉSUMÉ

La cinquième session de la Réunion des Parties (RdP5) s'est tenue du 4 au 8 mai 2015, à Santa Cruz de Tenerife, en Espagne. Le présent document souligne les résultats de la RdP5 qui présentent un intérêt pour le Comité consultatif et son programme de travail. Ce document est divisé en sections qui traitent les questions relatives au fonctionnement du Secrétariat, au fonctionnement du Comité consultatif et au fonctionnement de l'Accord. Les points de l'ordre du jour, tels que le programme de travail du Comité consultatif et le programme de travail du Secrétariat, ne sont pas détaillés dans le présent document. Ils sont en effet traités dans des points de l'ordre du jour (et documents de travail) spécifiques définis pour cette réunion.

## RECOMMANDATIONS

Il est demandé au Comité consultatif de prendre acte des résultats de la RdP5 qui présentent un intérêt pour son ordre du jour et son programme de travail, et de prendre des mesures afin de les aborder et de les mettre en œuvre lors de la période triennale en cours.

Outre les actions attribuées au Secrétariat ou au Comité consultatif, ces actions sont les suivantes : (1) participer au groupe de préparation chargé des contributions financières faites à l'Accord par des individus, et (2) participer, lors de la période intersessions, au processus d'examen de l'efficacité du Secrétariat.

## 1. CONTEXTE

La Cinquième Réunion des Parties (RdP5) s'est tenue du 4 au 8 mai 2015 à Santa Cruz de Tenerife, en Espagne. M. Ricardo Losa Gimenez (du ministère des Affaires extérieures et de la Coopération espagnol) a présidé la réunion. Le présent document souligne les résultats de la RdP5 qui présentent un intérêt pour le Comité consultatif et son programme de travail. Pour obtenir la version complète des résultats de la réunion et trouver une référence aux points abordés ici, veuillez vous référer au [Rapport de la cinquième session de la Réunion des Parties](#). Certains points de l'ordre du jour, tels que le programme de travail du Comité consultatif ou le programme de travail du Secrétariat, ne sont pas détaillés dans le présent document. Ils sont en effet traités dans des points de l'ordre du jour (et documents de travail) spécifiques définis pour cette réunion.

## 2. FONCTIONNEMENT DU SECRÉTARIAT

La RdP5 a examiné un **amendement proposé par le Secrétariat à la règle 7.2 du Règlement financier** ([RdP5 Doc 23](#)) qui l'autoriserait à accepter des contributions volontaires de la part de membres du public sans nécessiter l'accord préalable de la Réunion des Parties (Rapport final de la RdP5, section 4.4). Bien que, de manière générale, la Réunion ait accueilli positivement cette proposition, plusieurs délégations ont suggéré d'apporter des modifications à la proposition. Aucun accord n'ayant été dégagé, la RdP5 a invité les Parties à prendre part à un groupe de préparation intersessions sur le sujet susmentionné et de faire rapport à la RdP6.

Un rapport sur le fonctionnement du Secrétariat et les projets de mandats pour l'**examen de l'efficacité du Secrétariat** a été présenté au Secrétaire exécutif ([RdP5 Doc 08](#)). Un examen de l'efficacité doit être entrepris lors de la RdP6 (Article VIII (14) de l'Accord). La RdP5 a approuvé la [Résolution 5.5](#) relative au mandat de cet examen. Afin de mener à bien le processus d'examen lors de la prochaine Réunion des Parties, le Comité consultatif devra mener des travaux lors de la période intersessions.

La RdP5 a discuté la possibilité que **les réunions de l'Accord puissent être accueillies par des États de l'aire de répartition non parties** à l'Accord. Les Parties ont convenu qu'il serait acceptable que les États de l'aire de répartition non parties accueillent des réunions du Comité consultatif et de ses groupes de travail. Elles ont toutefois indiqué que ces États ne devraient pas accueillir les Sessions de la Réunion des Parties.

## 3. FONCTIONNEMENT DU COMITÉ CONSULTATIF

Au cours des discussions relatives au **programme de travail du Comité consultatif** ([RdP5 Doc 16](#)), plusieurs Parties ont manifesté leur intérêt à établir des priorités dans les tâches et actions reprises dans le programme de travail du CC, afin d'aider les membres du CC et les Parties à identifier les points majeurs dans l'éventualité où les ressources seraient insuffisantes. La RdP5 a pris acte de la charge de travail considérable qui attendait le Comité consultatif et des ressources nécessaires pour mettre en œuvre le programme de travail du CC. La RdP5 a approuvé le programme de travail du CC 2016-2018, et a adopté la [Résolution 5.4](#).

#### 4. FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD

Le Président du Comité consultatif a présenté le **Rapport sur la mise en œuvre de l'Accord** ([RdP5 Doc 11](#)), qui incluait un aperçu des résultats attendus pour la fin de la période triennale en cours : (1) améliorer la qualité des données relatives aux captures accessoires d'oiseaux marins et l'effort de pêche déployé par les Parties, (2) mettre en œuvre les bonnes pratiques en matière de mesures d'atténuation dans les pêcheries, et (3) combler les lacunes au niveau des données relatives aux statuts des populations et des tendances.

Dans le document [RdP5 Doc 22](#), le Secrétariat demande expressément des précisions quant à l'utilisation du terme « décisions » dans le rapport de mise en œuvre en ligne. Plusieurs Parties ont indiqué que la question des **recommandations, décisions, mesures et résolutions** avait également été soulevée dans d'autres accords et qu'elle nécessitait d'être examinée plus en profondeur. Par conséquent, la RdP5 a demandé au Secrétariat de préparer un document, en consultation avec le CC et les Parties, qui sera présenté à la RdP6, et consiste en un examen des décisions, recommandations et résolutions existantes à ce jour, et de leur statut actuel. Ce point a été ajouté aux programmes de travail du CC et du Secrétariat ([RdP5 Doc 16 Rev 1](#) et [RdP5 Doc 17 Rev 1](#)).

La RdP5 a discuté des **critères d'inscription et de retrait des espèces** à l'Annexe 1. Le Secrétariat, avec la contribution du Comité consultatif, a proposé des critères (et un système de points correspondant à ces critères) afin d'orienter l'inscription d'espèces à l'Annexe 1 ([RdP5 Doc 21](#)). Ce document précise également la procédure à suivre afin de soumettre une nouvelle espèce pour inscription, et souligne l'utilité de développer des critères pour le retrait des espèces. L'approche utilisée pour mener à bien les révisions taxonomiques des espèces inscrites et la possibilité d'harmoniser la taxonomie entre les différents Accords ont été discutées. La RdP5 a adopté les critères d'inscription proposés et le processus pour soumettre de nouvelles espèces, et a approuvé la conduite de travaux complémentaires concernant les critères de retrait des espèces et les arrangements relatifs à la révision des espèces inscrites à l'Annexe 1 pour les cas qui connaissent des modifications taxonomiques.

À propos d'une question connexe, la RdP5 a approuvé l'adoption de la [Résolution 5.1](#) afin qu'elle intègre le puffin à pied rose *Ardeanna (Puffinus) creatorpus* à l'Annexe 1 de l'Accord.

Le Président du Comité consultatif a présenté **Renforcement des capacités** qui fait référence à une série de documents de la RdP5 dans lesquels sont mentionnées les actions menées par l'Accord en matière de renforcement des capacités. La RdP5 a noté que, bien que la RdP4 en avait adopté ses composantes, la stratégie n'était pas encore finalisée. Dès lors, il a été requis que la stratégie de renforcement des capacités soit terminée au cours de l'actuelle période triennale, et une nouvelle ligne a été ajoutée au programme de travail du CC pour cette tâche.

En réponse à une requête formulée par la RdP4 d'identifier les États de l'aire de répartition non parties avec lesquels l'ACAP doit dialoguer en priorité, le Secrétariat, le Président et le Vice-Président du CC ont préparé une **stratégie d'engagement visant à promouvoir l'adhésion des États de l'aire de répartition non parties** à l'Accord. La RdP5 a exprimé son soutien aux priorités identifiées dans le document et a proposé des amendements intégrés dans une révision de la stratégie ([RdP5 Doc 24 Rev1](#)). D'autres actions portant sur la mise en œuvre de la stratégie sont reprises dans le Rapport du Secrétariat (CC9 Doc 06).

Un document a été soumis par l'Australie concernant les arrangements qui régissent les **expériences létales** ([RdP5 Doc 26 Rev 1](#)). Des principes provisoires ont été définis pour orienter l'évaluation, par le sous-comité des subventions, des demandes de financement de projets prévoyant des expériences létales. Le document souligne l'incohérence existant entre les principes provisoires interdisant les expériences létales, et la définition reprise dans les bonnes pratiques adoptées par le Comité consultatif pour le cas où les subventions prévues par l'Accord sont refusées dans l'éventualité où l'expérience proposée inclut une expérience létale qui offre des résultats définitifs concernant une méthode d'atténuation qui réduise les captures accessoires d'oiseaux marins de manière significative. La RdP5 a adopté les principes détaillés dans l'Annexe 1 du document [RdP5 Doc 26 Rev 1](#). Ces exigences supplémentaires permettraient de s'assurer que les fonds de l'Accord sont alloués à des expériences menées de manière responsable, et notamment à des expériences létales qui peuvent réduire le taux de mortalité des oiseaux marins de manière significative. Ces principes devraient orienter l'évaluation, par le sous-comité des subventions, des demandes de financement de projets prévoyant des expériences létales.